

Unité départementale d'Eure-et-Loir
15 Place de la République
28019 CHARTRES

CHARTRES, le 22/08/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/07/2022

Contexte et constats

Publié sur



SOCIETE NOUVELLE BRANCHER

Parc d'activité du Saule
28170 TREMBLAY LES VILLAGES

Références : IC220529_RAPVI_BRANCHER_Tremblay les Villages
Code AIOT : 0010004854

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/07/2022 dans l'établissement SOCIETE NOUVELLE BRANCHER implanté Parc d'activité du Saule 28170 TREMBLAY LES VILLAGES. L'inspection a été annoncée le 28/06/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection est réalisée suite à la présence de flore interférente dans l'eau d'appoint de la tour aéroréfrigérante.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCIETE NOUVELLE BRANCHER
- Parc d'activité du Saule 28170 TREMBLAY LES VILLAGES
- Code AIOT : 0010004854
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

L'activité du site est la fabrication d'encre à partir de pigments et d'huiles. Les encres sont ensuite vendues à des imprimeries, en France et à l'international.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- AM du 14 décembre 2013

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associé une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Tour aéroréfrigérante	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7. I. 1. a - Annexe I	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Tour aéroréfrigérante	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.1 Annexe I	/	Sans objet
5	Cuvettes de rétention	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 2.10 - Annexe I	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Prélèvements	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 5.1 - Annexe I	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La qualité de l'eau d'appoint est conforme à la réglementation dans le deuxième prélèvement analysé. Néanmoins, il ressort de l'inspection que la réalisation des actions correctives prévues dans l'Analyse Méthodique des Risques de janvier 2022 n'est pas démontrée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Prélèvements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 5.1 - Annexe I
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvements
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] L'eau d'appoint respecte au niveau du piquage les critères microbiologiques et de matières en suspension suivants : – Legionella pneumophila < seuil de quantification de la technique normalisée utilisée ; – matières en suspension < 10 mg/l. La qualité de l'eau d'appoint fait l'objet d'une surveillance au minimum annuelle. En cas de dérive d'au moins l'un de ces indicateurs, des actions correctives sont mises en place et une nouvelle analyse en confirme l'efficacité dans un délai d'un mois. L'année qui suit, la mesure de ces deux paramètres est réalisée deux fois, dont une pendant la période estivale.
Constats : Les résultats d'analyse en legionella pneumophila des eaux d'appoint sont conformes.
Observations : Par courriel du 6 mai 2022, l'inspection des installations classées a été destinataire du résultat des analyses en légionelles de la tour aéroréfrigérante HAMON correspondant à un prélèvement du 27 avril 2022. Le résultat d'analyse indique dans l'eau d'appoint la présence de flore interférente portant le seuil de quantification des Legionella à 5 000 UFC/L dans l'eau d'appoint. Le rapport d'analyse du 13 juin 2022 effectué sur des prélèvements réalisés par l'exploitant au niveau du local chaufferie et du local mezzanine conclut que les numérations de legionella sp et pneumophila sont inférieures au seuil de quantification de 10 ufc/l.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Tour aéroréfrigérante

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7. I. 1. a - Annexe I
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositions générales relatives à l'entretien et à la surveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Une analyse méthodique des risques de prolifération et de dispersion des légionelles (AMR) est menée sur l'installation. Cette analyse consiste à identifier tous les facteurs de risques présents sur l'installation et les moyens de limiter ces risques. Certains facteurs de risques peuvent être supprimés par la mise en œuvre d'actions correctives. D'autres sont inévitables et doivent faire l'objet d'une gestion particulière, formalisée sous forme de procédures, rassemblées dans les plans d'entretien et de surveillance décrits au point b ci-dessous. [...] La révision de l'AMR donne lieu à la mise à jour des plans d'entretien et de surveillance et à la planification, le cas échéant, de nouvelles actions correctives. Les conclusions et éléments de cette révision sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Absence de justification de l'état d'avancement du plan d'actions correctives identifiées dans l'AMR de janvier 2022.
Observations : L'exploitant a présenté en inspection son analyse méthodique des risques remise à jour en janvier 2022. Cette AMR fixe un programme d'actions correctives identifiant les facteurs de risque, hiérarchisant l'importance de l'amélioration à réaliser, désignant la ou les personnes en charge de l'action et déterminant un délai pour mise œuvre. Une définition des responsabilités dans le cadre du fonctionnement est établie dans l'AMR néanmoins l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier de l'état d'avancement des actions pourtant prioritaires pour le premier semestre 2022. Facteur de risque : n°7, 8, 9, 10, 11, 13, 19, 20 Importance : majeure Personne en charge : QHSE , KURITA pour action n°13 Délai : Premier semestre 2022
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Tour aéroréfrigérante

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.1 Annexe I
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance de l'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une ou de plusieurs personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident. L'exploitant s'assure que cette ou ces personnes référentes ainsi que toute autre personne impliquée directement ou indirectement dans l'exploitation de l'installation, y compris le personnel d'une entreprise tierce susceptible d'intervenir sur l'installation, sont formées en vue d'appréhender selon leur fonction le risque de dispersion et de prolifération des légionelles, associé à l'installation. Ces formations sont renouvelées périodiquement et a minima tous les cinq ans, de manière à s'assurer que les personnels soient informés de l'évolution des connaissances en matière de gestion de ce risque. Ces formations portent a minima sur : <ul style="list-style-type: none">– les conditions de prolifération et de dispersion des légionelles ;– les moyens préventifs, correctifs et curatifs associés (y compris caractéristiques et stratégie d'utilisation des produits de traitement, et moyens de surveillance) ;– les dispositions du présent arrêté. En complément, une formation spécifique portant sur les modalités de prélèvement d'échantillons en vue de l'analyse de la concentration en <i>Legionella pneumophila</i> est dispensée aux opérateurs concernés. Un plan de formation rassemblant les documents justifiant la formation des personnels est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. [...]
Constats : Absence de document désignant nommément le responsable de la surveillance des installations et de présentation du plan de formation rassemblant les documents justifiant la formation des personnes impliquées dans la gestion de l'installation.
Observations : L'exploitant a remis à jour son analyse méthodique des risques en janvier 2022. Cette AMR fixe un programme d'actions correctives identifiant les facteurs de risque, hiérarchisant l'importance de l'amélioration à réaliser, désignant la ou les personnes en charge de l'action et déterminant un délai pour mise œuvre. Une définition des responsabilité dans le cadre du fonctionnement est établie dans l'AMR néanmoins l'exploitant n'a pu justifier de la désignation formelle de la personne responsable de la surveillance de l'exploitant. Facteur de risque : n°8 Importance : majeure Personne en charge : QHSE Délai : Premier semestre 2022 Par ailleurs, le plan de formation rassemblant les documents justifiant la formation des personnels n'a pas été présenté. L'exploitant a présenté des attestations de formations délivrées par la société SMV cependant l'inspection n'a pas été en mesure de vérifier l'adéquation de ces formations aux personnes impliquées dans la gestion de l'installation.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Cuvettes de rétention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 2.10 - Annexe I
Thème(s) : Risques chroniques, Rétentions des produits de traitements
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] Lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, admis au transport, le volume minimal de la rétention est égal soit à la capacité totale des récipients si cette capacité est inférieure à 800 litres, soit à 20 % de la capacité totale ou 50 % dans le cas de liquides inflammables (à l'exception des lubrifiants) avec un minimum de 800 litres si cette capacité excède 800 litres. La capacité de rétention doit être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour le dispositif d'obturation qui doit être maintenu fermé en conditions normales. Des réservoirs ou récipients contenant des produits susceptibles de réagir dangereusement ensemble ne doivent pas être associés à la même cuvette de rétention. [...]
Constats : Les produits de traitements de la TAR ne sont pas stockés dans des cuvettes de rétention.
Observations : L'exploitant a remis à jour son analyse méthodique des risques en janvier 2022. Cette AMR fixe un programme d'actions correctives identifiant les facteurs de risque, hiérarchisant l'importance de l'amélioration à réaliser, désignant la ou les personnes en charge de l'action et déterminant un délai pour mise œuvre. Facteur de risque : n°12 Importance : Faible Personne en charge : Emmanuel PRADEAU / SN BRANCHER Délai : Premier semestre 2022 L'inspection constate que les bidons de traitement reliés au circuit de la TAR ainsi que le stock tampon de produit ne sont pas placés dans des bacs de rétention au niveau de la mezzanine.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Annexe confidentielle

Non communicable au public

Informations consultables selon des modalités adaptées et contrôlées

Nature du caractère confidentiel :

- ☐ Information sensible (1)
- ☐ Secret industriel
- ☐ Autres : préciser

(1) Information sensible non communicable pouvant faciliter la commission d'acte de malveillance (cf. note ministérielle du 20 février 2018 et instruction du gouvernement du 06 novembre 2017). Exemples : localisation des barrières de sécurité, localisation des stocks de produits dangereux...

Pour chaque point de contrôle dont le bloc de confidentialité est complété :

Nom du point de contrôle : Prélèvements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 5.1 - Annexe I

Information confidentielle :

Par courrier du 10 mai 2022, l'inspection a demandé à l'exploitant de transmettre, sous 15 jours, les éléments d'appréciations et les éventuelles mesures correctives et préventives prises ou prévues conformément à l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Par courrier du 3 juin 2022, l'exploitant en réponse au courrier de l'inspection du 10 mai 2022, a indiqué qu'après investigation avoir estimé que la seule hypothèse pouvant expliquer la présence de flore interférente dans l'eau d'appoint, est la qualité de l'eau du réseau d'approvisionnement.

Le rapport d'analyse du 13 juin 2022 effectué sur des prélèvements d'eau d'appoint réalisés par l'exploitant au niveau du local chaufferie et du local mezzanine conclut que les numérations de legionella sp et pneumophila sont inférieures au seuil de quantification de 10 ufc/l.